

▶ La France peut-elle se passer de l'uranium nigérien ?

▶ Quel est le degré de dépendance d'Areva et d'EDF ?

▶ La population locale profite-t-elle des revenus ?

Décodage

L'enlèvement de cinq Français, d'un Togolais et d'un Malgache au Niger, dans la nuit du 15 au 16 septembre, n'a pas seulement suscité l'émotion et l'inquiétude : l'opération militaire menée par Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a aussi révélé l'importance de cette ancienne colonie pour la France. Le groupe nucléaire Areva y produit une partie de l'uranium nécessaire au fonctionnement des 58 réacteurs d'EDF et en livre à d'autres électriciens dans le monde. Quelles que soient les exigences d'AQMI – y compris un départ d'Areva du Niger –, il est exclu que l'entreprise renonce à un pays aussi stratégique.

Diversification des sources d'approvisionnement La Cogema y a découvert de l'uranium au début des années 1960 et la Somaïr a commencé à l'exploiter en 1971, avant de mettre la mine de Cominak en service, en 1978. Le Niger est important pour Areva à court terme, puisqu'il y extrait près de 40% de sa production mondiale. Important, mais pas vital. « Nous sommes le seul grand producteur d'uranium à disposer d'un portefeuille diversifié », souligne souvent Anne Lauvergeon, présidente du directoire du groupe, en rappelant que « son » minerai provient aussi du Canada et du Kazakhstan.

Son concurrent Cameco n'en extrait qu'au Canada et l'anglo-australien BHP Billiton reste pour l'heure cantonné à l'Australie. En 2004, les dirigeants d'Areva avaient constaté que le combustible provenant des accords américano-russes de désarmement nucléaire (sous-marins, ogives...) s'épuisait. En 2007, ils décidaient de diversifier leurs sources d'approvisionnement et de consacrer 4 milliards d'euros (hors acquisitions) au développement du pôle minier en cherchant à acquérir des gisements ou en prospectant directement dans les régions uranifères : Australie, Canada, Namibie, Afrique du Sud, République centrafricaine, Mongolie, Jordanie...

En 2009, Areva a arraché la concession nigérienne d'Imouraren, présentée comme le deuxième plus grand gisement mondial. Cette mine est stratégique, même si Areva n'en a pas besoin pour atteindre son objectif : porter sa production de 6 000 à 12 000 tonnes entre 2007 et 2012, et conserver sa place de premier producteur mondial, décrochée en 2009.

Sécuriser les mines La difficile renégociation du contrat nigérien, en 2008, a montré que le Niger n'est plus la chasse gardée de la France. Les Chinois ont travaillé l'entourage familial du président de l'époque, Mamadou Tandja, mais ils n'ont décroché que des concessions de moindre importance. A Imouraren, Areva ne produira à plein régime qu'en 2014, après y avoir investi 1,2 milliard d'euros. En attendant, cette immense mine à ciel ouvert, située à 80 kilomètres au sud d'Arlit, doit être sécurisée.



Le Niger exporte de l'uranium vers la France depuis 1971.

WILLIAM DANIELS/ABACAPRESS.COM

« Depuis les enlèvements, le site est totalement déserté et les 600 personnes qui y travaillaient sont rentrées chez elles », reconnaît-on chez Areva. Le groupe affirme avoir lancé une analyse interne détaillée de la sécurité au Niger. Il a demandé au général Christian Quesnot, ancien chef d'état-major particulier du président de la République (1991-1995), de « formuler des recommandations ».

L'urgence industrielle est de poursuivre en toute sécurité l'exploitation de Somaïr et Cominak, qui ne fonctionnent aujourd'hui qu'avec les travailleurs nigériens. Sur le site, le problème se pose déjà

pour l'usine de concassage, de broyage et de transformation du minerai en *yellow cake*, une poudre d'uranium acheminée vers la France au départ du port de Cotonou (Bénin). « Dans l'usine, il faut l'expertise des ingénieurs et des techniciens français. On risque un arrêt », indique une source proche du dossier.

Six mois de stocks Areva assure qu'il peut livrer ses clients, les grands groupes d'électricité. « Nous disposons de six mois de stocks, notamment sur le territoire français », explique un dirigeant. EDF qui est de moins en moins dépendant de son par-

tenaire historique Areva se veut également rassurant : seul 20% de l'uranium des centrales françaises provient du Niger, indique sa direction.

EDF a diversifié ses approvisionnements dans le cadre de contrats à long terme, d'une durée de sept à quinze ans. Depuis 2004, il s'est tourné vers l'Australie, le Kazakhstan et le Canada. Si cette diversification met EDF à l'abri des aléas géopolitiques, elle ne le prémunit pas contre des accidents d'ordre technique ou géologique : l'inondation de la mine canadienne de Cigar Lake, de Cameco, a retardé son exploitation de plus de cinq ans.

EDF souligne qu'il a aussi sécurisé l'étape importante de la conversion, qui précède l'enrichissement de l'uranium. Enfin, il a constitué des stocks aux différentes étapes du cycle du combustible : uranium naturel, uranium enrichi, assemblages de combustible. « Nous cherchons à éviter d'avoir recours au marché de court terme en cas d'aléas de production dans les mines ou les usines », précise son document de référence. Une démarche dictée par des exigences de sécurité d'approvisionnement mais aussi par des impératifs de prix. ■

Jean-Michel Bezat

En direct de Pékin

Chez votre marchand de journaux



L'uranium, matière première des liens franco-nigériens

Eclairage

« Pas question de stopper la production d'uranium. » Sur tous les tons, le message est répété par les autorités nigériennes depuis la prise d'otages d'Arlit, à la mi-septembre. « Notre défi, c'est de continuer à produire sans se laisser abattre par ces événements dramatiques », déclare au Monde Souleymane Abba, ministre des mines et de l'énergie de la junte militaire au pouvoir à Niamey. De fait, « pas une seule seconde » depuis le rapt revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), l'uranium n'a cessé d'être extrait des deux mines nigériennes dont Areva est le principal actionnaire. Seuls les travaux de gros œuvre de la future mine géante d'Imouraren confiés à Vinci, sont stoppés.

Pour le Niger, pays le plus pauvre du monde, l'uranium, première recette d'exportation, est vital. « Les mines, c'est le seul truc qui fonctionne au Niger », résume un Français familier du pays. Mais ces fabuleuses richesses minières, dont les populations ne bénéficient guère, constituent à la fois la principale source de corruption et la marque de la dépendance du Niger à l'égard de l'étranger, en premier lieu de l'ancien colonisateur français.

Pas un des événements qui ont récemment secoué le Niger – la rébellion touarègue de 2007-2009 ou le coup d'Etat de février qui a renversé le président Mamadou Tandja – n'échappe à ce contexte. L'exportation vers la France de l'uranium nigérien s'inscrit d'ailleurs, depuis 1971, dans le cadre des « débouchés privilégiés » consentis mutuellement par les deux Etats, aux termes de l'accord de « coopération économique » signé en 1961, au moment de l'indépendance.

Lorsque, le 27 mars 2009, Nicolas Sarkozy, accompagné d'Anne Lauvergeon, présidente du directeur d'Areva, fait escale à Niamey, il n'est plus question de « privilège » mais de « partenariat gagnant-



gagnant ». Les deux Français et le président Tandja célèbrent alors en grande pompe le choix fait en faveur d'Areva pour l'exploitation de la mine d'Imouraren. Ils clôturent ainsi deux années de brouille.

En 2007, le régime nigérien, désireux de profiter de la flambée des cours de l'uranium, avait brisé le monopole français et distribué des permis de prospection – 158 à ce jour – à des sociétés du monde

Moins de 7% des Nigériens sont raccordés à l'électricité

entier. Le clan du président, qui profitait largement de cette manne, était divisé. Sous l'influence d'un de ses fils, proche des intérêts chinois, la mine d'Imouraren avait failli échapper aux Français. Le président Tandja avait exigé de Paris une position ferme vis-à-vis des rebelles touarègues qui réclamaient une plus juste répartition des revenus miniers. En parallèle, il avait obtenu d'Areva une hausse de 50% des revenus versés au Niger.

En mars 2009, alors que M. Tandja est soupçonné de vouloir modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir, Nicolas Sarkozy salue « la démocratie et la stabilité » du régime. Conforté par ces

louanges, M. Tandja dissoudra le Parlement et s'offrira un bail illimité à la tête de l'Etat... interrompu, en février, par le coup d'Etat du chef d'escadron Salou Djibo.

Le nouveau régime a inscrit l'exigence de « transparence » de la gestion des ressources minières dans le projet de Constitution qui sera soumis à référendum le 31 octobre. Mais certains craignent que l'insécurité créée par AQMI autour d'Areva compromette l'organisation des élections, qui, en janvier, doivent permettre le retour des civils au pouvoir.

Les autorités se veulent rassurantes à l'égard des intérêts miniers étrangers. Mais elles affirment vouloir exercer leur vigilance à l'égard des dispositions qu'elles jugeraient « contraires à l'intérêt du Niger ». « Le peuple nigérien souhaite poursuivre ses relations avec Areva, à condition que l'exploitation se fasse au mieux de ses intérêts et que l'impact environnemental puisse être pris en charge », explique Marou Amadou, ancien militant anticorruption qui préside aujourd'hui le Parlement de transition.

Très sérieusement, il pose une troisième condition : la construction d'une « centrale nucléaire civile ». « Ce pays regorge d'uranium », souligne-t-il, mais moins de 7% de ses habitants sont raccordés à l'électricité. ■

Philippe Bernard

Des soupçons de contamination autour du site d'exploitation

Environnement

Si, pendant des années, l'exploitation de l'uranium nigérien n'a pas entraîné de souci majeur pour les entreprises minières, la situation a changé au début des années 2000. Des habitants de la cité minière d'Arlit se sont inquiétés de possibles dépassements des normes de radioactivité.

Ils sont ainsi entrés en contact avec un laboratoire indépendant français, la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), qui est venu mener une campagne de mesures, en 2003. En décembre de la même année, leur rapport a lancé une polémique dont Areva n'est toujours pas sortie.

Selon la Criirad, jointe à une association de juristes, Sherpa, les poussières radioactives issues des mines étaient mal confinées, les eaux souterraines présentaient des risques de contamination et des ferrailles radioactives provenant des machines et camions utilisés dans les installations d'exploitation de l'uranium se retrouvaient sur les marchés de la ville.

Il apparaissait de surcroît que la protection des travailleurs contre

la radioactivité n'avait pas toujours été irréprochable : de plus en plus nombreux étaient les habitants d'Arlit et d'Akokan, la cité voisine, qui attribuaient à cette cause leurs problèmes de santé.

Dépassement des normes

Relayées à Arlit par l'association Aghir In'Man, ces interrogations contraignaient la Cogema (le nom d'Areva jusqu'en 2001) à reconnaître que sa gestion n'avait pas toujours été parfaite et que de nombreuses améliorations pouvaient être apportées au système de contrôle de la radioactivité.

La polémique rebondissait plusieurs fois, notamment en 2005, quand il apparut que le dépassement des normes de deux points d'eau était avéré.

Tout en entreprenant diverses mesures correctives, l'entreprise nucléaire entrait en négociation avec Sherpa. Un accord était signé en 2009, prévoyant la création d'un observatoire de la santé : les médecins, désignés à parité par l'entreprise et par la société civile, examineront l'état de santé des anciens mineurs qui le demandent. En cas de reconnaissance d'une maladie professionnelle liée à la radioactivité, Areva prendra en charge les soins.

Un an plus tard, cependant, cet observatoire n'est toujours pas en

place. De plus, Greenpeace et la Criirad ont publié, en février, un nouveau rapport concluant que des points de radioactivité importants se trouvaient dans la ville. « Depuis 2003, peu de progrès ont été réalisés », estime Bruno Chareyron, de la Criirad. Si le contrôle des stériles miniers a été amélioré, le problème de la nappe phréatique et des déchets radioactifs n'a pas été réglé. »

La compagnie française dément ce jugement : « On va publier dans quelques semaines un document répondant à ces accusations fortes et infondées », dit Didier Fohlen, chez Areva. La compagnie a aussi commencé un relevé systématique des niveaux de radioactivité dans les rues d'Arlit et d'Akokan, auquel participe Aghir In'Man. Le représentant de celle-ci, Almoustapha Alhacen, observe que « le lancement de cet inventaire est le fruit du rapport de Greenpeace. Et il est regrettable que la recherche des ferrailles contaminées dans les maisons n'avance pas. » Pour ce qui est de l'eau, la question de la contamination est moins à l'ordre du jour que celle de sa bonne distribution.

Sur place, l'heure semble être davantage à la coopération qu'à la confrontation. Mais Areva n'a pas encore totalement convaincu de l'innocuité de ses opérations. ■

Hervé Kempf

A Arlit, le « deuxième Paris » n'aura été qu'un mirage

Zoom

Quand on pénètre dans cette ville ocre et sable de l'Aïr, à cinq heures de piste d'Agadez, rien ne distingue Arlit d'autres cités de la région. Dans les rues où la poussière brûle les yeux autant que la lumière, les enfants courent derrière des chèvres efflanquées qui brouillent au milieu des ordures. Des commerçants attendent le chaland devant leur maigre étal, des artisans martèlent la ferraille récupérée aux abords des mines d'uranium pour la transformer en ustensiles. Aux portes de la ville, d'anciens nomades touarègues vivent dans les boukoks, ces bidonvilles où la misère les a relégués.

Aucun monument ne témoigne d'un riche passé, comme la grande mosquée de sa belle voisine Agadez. Les 350 hommes en treillis noir de l'armée nigérienne, grimés sur des Toyota équipés de mitrailleuses, n'essaient même pas de stopper les cinq ou six pick-up partant chaque jour vers la Libye, chargés de clandestins camerounais ou ghanéens en route vers l'Europe : ils ne sont là que pour sécuriser le périmètre des mines d'Areva.

Arlit a poussé en plein désert quand la Cogema a ouvert sa première mine, à la fin des années 1960. Avec la cité satellite d'Akokan, l'agglomération compte

aujourd'hui 100 000 habitants : les 2 500 salariés nigériens d'Areva et leurs familles, souvent venus du sud, mais surtout les 80 000 hommes et femmes attirés par la promesse, vite déçue, d'une vie meilleure.

Dans les années 1970, Arlit avait été rebaptisée « le deuxième Paris » parce que l'électricité en avait fait une « Ville Lumière ». Issouf Maha, entrepreneur à Agadez, se souvient que « tous les gens faisaient la fête » et qu'« il y avait des mariages sans arrêt ». Ce mirage s'est dissipé avec l'effondrement des prix de l'uranium dans les années 1980 et le licenciement de la moitié des 3400 mineurs.

L'« hôpital Areva »

Arlit n'a pourtant pas cessé d'attirer comme un aimant. « Un salarié nigérien d'Areva s'occupe en moyenne de dix personnes », relève Adama Hamani, qui fut haut fonctionnaire à Niamey avant de devenir ambassadrice des actions de solidarité pour le groupe. « Lors de la récente crise alimentaire, la ville a grossi de 15% », ajoute-t-elle. Et elle est un refuge durant la « période de soudure » où les greniers sont vides et la prochaine récolte un fragile espoir.

La cité a un peu profité des retombées de la rente uranifère. La piste de sept kilomètres reliant Arlit à Akokan a été goudronnée aux frais du groupe français. Au bout d'une avenue poussiéreuse, l'« hôpital Areva » aligne ses bâti-

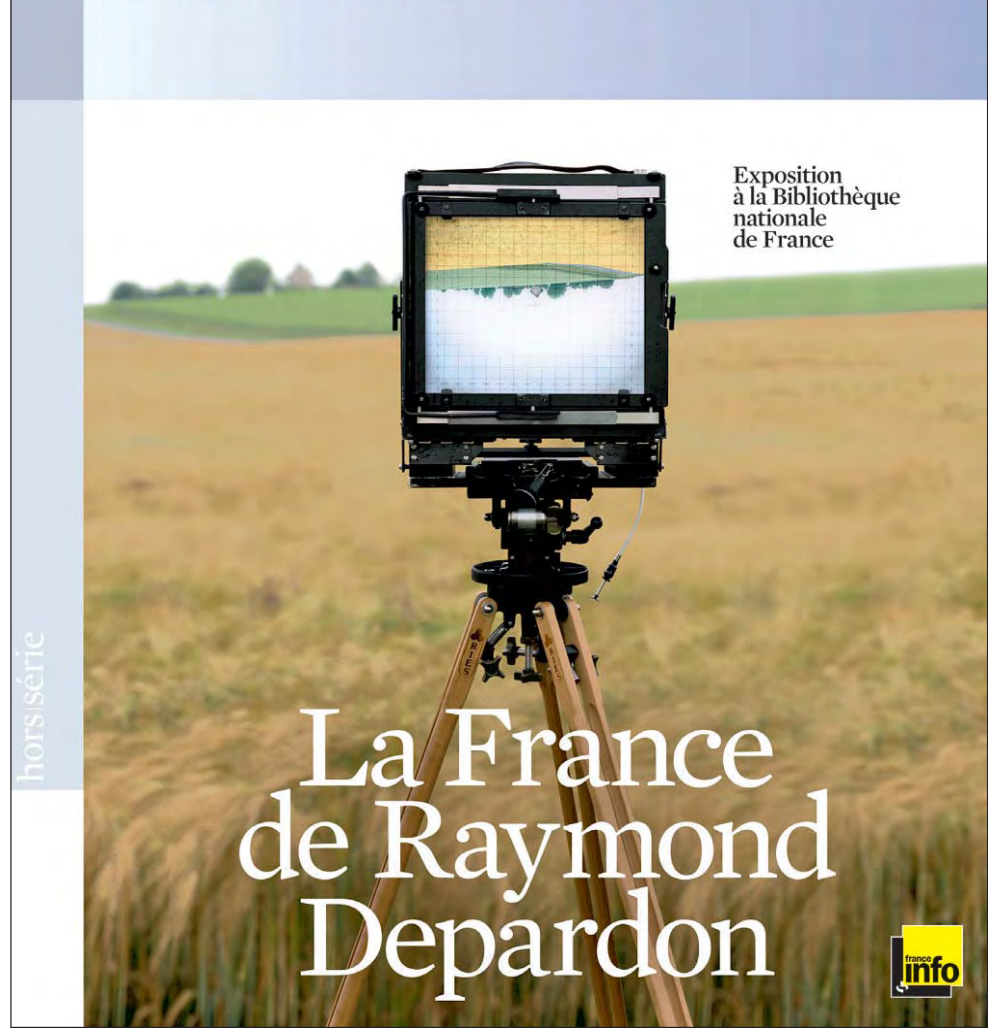
ments impeccables où les médecins nigériens, dotés d'équipements modernes, prodigent 200 000 actes de soin par an à tous ceux qui se présentent. Areva dépense 1,3 million d'euros par an pour les hôpitaux d'Arlit et d'Akokan. « Areva est le premier intervenant hospitalier du pays », dit sa présidente, Anne Lauvergeon.

Sa société pallie les carences de l'Etat le plus pauvre du monde tout en cherchant à « éviter l'assistanat ». Un comité bilatéral d'orientation présidé par le préfet réunit élus, membres de la société civile et représentants d'Areva pour décider du contenu des trois « axes prioritaires d'intervention » (santé-sida, éducation-formation, développement économique) et les intégrer dans les plans communaux de développement.

En signant le contrat d'Imouraren avec le gouvernement, en 2009, Areva s'est engagée à financer des projets à hauteur de 30 millions d'euros sur cinq ans. Mais ses dirigeants veulent à tout prix éviter qu'une nouvelle ville « induite » naisse à proximité de la mine. « Ce n'est pas à Areva de gérer une agglomération de 100 000 habitants », explique Didier Fohlen, responsable des questions sociétales et environnementales du pôle minier d'Areva. Les mineurs seront logés sur des bases-vie durant leurs quinze jours de travail et rentreront les quinze jours de pause à Arlit ou à Agadez. ■

J.-M. B. et H. K.

Télérama horizons



Exposition à la Bibliothèque nationale de France

hors-série

La France de Raymond Depardon



Pour ce Télérama Horizons, Raymond Depardon nous a confié en exclusivité ses 3 000 photos.

Historiens, géographes, sociologues dialoguent avec ces images, pour un portrait composite de la France d'aujourd'hui. Et les écrivains Jean Rouaud, François Bon, Pierre Jourde... y projettent leur imaginaire.

Le hors-série Télérama Horizons « La France de Raymond Depardon », 100 pages. 56 photos inédites. En vente chez votre marchand de journaux, 7,50 €.